



Covid-19 : des inégalités multipliées

La crise du coronavirus montre de façon crue les inégalités sociales construites par les différentes politiques menées depuis plus de 40 ans dans notre pays, et les accentue avec violence.

Au-delà de l'engagement sans faille de tous les soignants, médecins, urgentistes, infirmières et de tous ceux qui permettent les soins, ce sont les classes populaires qui font les premières les frais de cette crise sanitaire et politique : SDF, migrants, Roms, et tous ceux qui sont appelés à continuer à travailler pour faire tourner l'économie : caissières des grands magasins, éboueurs, femmes et hommes de ménage, aides-soignant.e.s, aides à domicile, livreurs... Toute une main d'œuvre précaire et à bas salaire à qui aucune protection sanitaire n'a été accordée, inquiète d'être à son tour contaminée et de contaminer son entourage.

Ce sont également les classes populaires qui seront les premières touchées par la précarité engendrée par le chômage partiel et les licenciements autorisés pendant la crise.

La fermeture des services sociaux, des restaurants du cœur, des banques alimentaires, des activités associatives, fait disparaître le maillage social qui en temps ordinaire permettait de « tenir » dans les quartiers populaires. Des échos arrivent de plusieurs territoires témoignant de la détresse des familles et de leur sentiment d'abandon.

Les mesures en faveur de la continuité pédagogique, qui montrent partout leurs limites, se heurtent en plus ici à la fracture numérique dénoncée depuis longtemps mais aussi aux conditions de confinement très inégalitaires. Comment se concentrer dans un appartement surpeuplé et sans l'aide parentale dont bénéficient les enfants des classes moyennes ? La continuité pédagogique fait alors figure d'injonction impossible, renvoyant la responsabilité sur les familles.

Quant au système de santé on le savait profondément inégalitaire. En Seine Saint-Denis, 37 villes sur 40 sont déclarées déserts médicaux par l'ARS : les médecins généralistes se sont faits rares, le système hospitalier est surchargé, alors que la santé des habitant.e.s y est plus mauvaise et l'espérance de vie inférieure aux moyennes nationales.

On entend ici et là des propos racistes, notamment avec Éric Zemmour ou Marine Le Pen, que les consignes de confinement ne seraient pas tenues dans les quartiers populaires, que des groupes de jeunes et des familles organiseraient des barbecues, que la police devrait intervenir de façon plus ferme. Ces familles en effet n'ont accès ni aux jardins privés des maisons individuelles, ni aux résidences secondaires où se sont enfuis les ménages aisés. La promiscuité dans le logement rend parfois la cohabitation difficile. Comment confiner les jeunes dans des logements inadaptés ou surpeuplés ? Le confinement lui aussi est inégalitaire.

Alors que faire ?

Soutenir toutes les initiatives solidaires qui se développent : distributions de repas, courses pour les personnes âgées, chaînes téléphoniques pour garder du lien social, auto-organisations d'entraide et de partage... ; réfléchir à des mesures d'accompagnement spécifiques pour les personnes les plus fragiles ; donner des moyens de protection sanitaire plus importants dans les quartiers populaires en s'appuyant sur le tissu professionnel et associatif, mais aussi en respectant les dynamiques autonomes et indépendantes...

Surtout, demain, quand la crise sera dernière nous, il ne faudra pas oublier que l'inégalité sociale et écologique qui mine notre société est un danger très grave et de très long terme. Nous en connaissons aussi les vaccins : l'égalité, la solidarité, la fraternité. Encore faut-il avoir le courage politique de les mettre en œuvre. Pour toutes et pour tous. Sans distinction.

Nos vies ne valent pas moins que les autres : restez chez vous.

Des militantes et des militants de Pas sans Nous

Coordination nationale Pas sans Nous

6, rue Arnold Géraux, 93450 L'Île-Saint-Denis • coordinationcitoyennationale@gmail.com • www.passansnous.org